

Bordeaux Agglo

Vers un big bang des déplacements

MÉTROPOLE Réunis en séance plénière hier, les élus métropolitains ont lancé une refonte totale de la stratégie des déplacements. L'ex-majorité de droite et du centre crie au détricotage

Denis Lhem
d.lhem@sudouest.fr

Cela avait été annoncé fin juillet par le président Alain Anziani alors fraîchement élu. C'est confirmé depuis hier, lors de la séance plénière du conseil : la Métropole va remettre à plat sa stratégie en matière de mobilité. Adopté en 2016, le schéma des déplacements est de fait suspendu. Quant aux extensions des trams Dvers Saint-Médard-en-Jalles et Bvers Gradignan, leur pertinence va être réétudiée.

Plus largement, tous les projets mis en route par l'ancienne majorité à la Métropole, celle dominée par la droite et le centre (groupe Communauté d'avenir, devenu depuis Métropole commune(s)), vont être remis en question par la nouvelle. Alain Anziani a réutilisé son expression favorite du moment : « Les transports, ce n'est pas open bar ». Traduction : la Métropole n'a plus les moyens de financer tous les projets réclamés par les maires, et de poursuivre sans limites l'extension d'un tramway à 20 millions d'euros le kilomètre.

« Pas de solution magique »

La Métropole se donne sept mois pour élaborer un nouveau schéma des déplacements. Nouveau mot d'ordre : la multimodalité. « En matière de transports, il n'y a pas de solution magique », annonce Clément Rossignol Puech, maire EELV de Bègles, vice-président de la Métropole chargé des mobilités. Le nouveau schéma doit réserver une

juste place à tous les modes : bus, bus à haut niveau de service, tramway, vélo, piéton, sans oublier le téléphérique, le RER métropolitain en gestation ou encore de nouveaux franchissements de la Garonne, voire le métro. Il doit surtout intégrer des contraintes financières grandissantes. Bref, il faut tout remettre sur la table et faire des choix. En mai 2021, le nouveau schéma sera débattu entre les élus, pour une adoption en juillet.

« Volonté de déconstruire ? »

À ce stade, les élus s'entendent sur un point : « La stratégie des mobilités va être le dossier majeur de cette mandature », selon Christophe Duprat, maire LR de Saint-Aubin-de-Médoc. Mais la remise à plat entraîne une certaine crispation. L'ex-majorité dénonce une mise à la poubelle des projets qu'elle a porté pendant six ans. Michel Labardin, maire de

« Il y a peut-être une volonté de déconstruire ce qui a été construit ? », lance Michel Labardin

Gradignan, et Jacques Mangon, ex-maire de Saint-Médard, ne cachent pas leur colère. Les témoins de Métropole commune(s) montent au créneau. « La délibération qui nous est proposée n'est pas épaisse. Il y a peut-être une volonté de déconstruire ce qui a été construit ? La référence au tramway a disparu, sauf pour l'extension vers l'aéroport de



Mérignac », lance Michel Labardin en fixant Alain Anziani, président de la Métropole et maire de Mérignac.

Jacques Mangon estime que les élus se font « promener » par la majorité, qui raye d'un trait de plume des projets déjà actés. Christophe Duprat insiste sur le fait qu'un dossier aussi important doit être partagé : une majorité simple ne suffira pas en cas de recours. Ancien président de la Métropole, maire LR du Bouscat, Patrick Bobet dénonce l'os-

tracisme de la majorité, aucun membre de son groupe n'étant représenté dans le comité de pilotage censé pondre la nouvelle stratégie. Il demande une suspension de séance, refusé du président Anziani. Ambiance. Finalement, la minorité – qui pèse tout de même 40 % des habitants – sera bien représentée.

Pierre Hurmic, maire EELV de Bordeaux, rappelle à chacun que le précédent schéma de 2014 « est périmé », que la stratégie doit être plus

souple, plus tournée vers le hors métropole et « l'urbanisme tactique ». À savoir des solutions parfois très rapides et peu onéreuses. Comme la multiplication des couloirs de bus proposée par Gérard Chausset (Mérignac), qui permet d'améliorer les déplacements des bus sans gros travaux.

Les esprits s'apaisent finalement, mais on sait maintenant que la mobilité sera pendant six ans un sujet très politique.